



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika

الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا

Association for the Development of Education in Africa

Association pour le développement de l'éducation en Afrique

Associação para o Desenvolvimento da Educação em África



APPEL À CANDIDATURES

Données sur l'éducation et les compétences : Cartographie des initiatives et évaluation des besoins en capacités

Localisation : Sierra Leone et Zimbabwe

Durée : 20 jours ouvrables

1. Introduction et contexte

L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), en tant que voix critique de l'éducation en Afrique, cherche à donner aux pays africains les moyens de mettre en place des systèmes éducatifs adaptés au développement durable. Sa vision est de créer "un système d'éducation et de formation de haute qualité pour accélérer le développement durable de l'Afrique". La mission de l'ADEA est donc de "servir d'organisation panafricaine ouverte et flexible qui informe et facilite la transformation des systèmes d'éducation et de formation pour la résilience, le développement du capital humain et l'autonomisation des jeunes en Afrique". L'ADEA joue un rôle important dans le domaine de l'éducation depuis plus de 34 ans en tant que rassembleur, catalyseur, créateur de connaissances et forum de dialogue politique. L'objectif global de l'ADEA est de "donner aux pays africains les moyens de transformer la scolarisation en un apprentissage significatif en tirant parti de nos partenariats mondiaux, d'un secrétariat bien équipé et compétent, et des pôles de qualité inter-pays (PQIP) dirigés par les pays". L'ADEA atteint cet objectif grâce à son travail au niveau continental et régional et à son soutien aux pays en utilisant les PQIP thématiques comme une communauté de pratique pour l'apprentissage par les pairs, l'échange de connaissances et le partage d'expériences.

L'Afrique est confrontée à une crise des données dans le domaine de l'éducation et des compétences. Depuis l'Éducation pour tous (EPT) 2000 et au-delà des principaux cadres mondiaux et continentaux qui ont suivi (OMD, ODD4, Deuxième décennie de l'éducation pour l'Afrique 2006-2015 de l'UA, Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2016-2025), la disponibilité de données de qualité sur l'éducation et les compétences pour une prise de décision éclairée a été un défi permanent dans de nombreux pays africains. Cela concerne la recherche, la politique, la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'impact fondés sur des données probantes. La pandémie de COVID-19 a exacerbé la situation, en particulier dans le secteur de l'éducation. Dans de nombreux pays africains, le secteur de l'éducation n'a pas fourni de données complètes et significatives permettant de modifier les politiques et les pratiques en matière de poursuite de l'enseignement à distance et de réouverture des établissements d'enseignement.

En raison des défis identifiés ci-dessus, l'ADEA s'associe au Centre pour l'enseignement et l'apprentissage innovants de la Fondation Mastercard dans le cadre d'un projet quinquennal intitulé « Relever le défi des données sur l'éducation et les compétences » pour renforcer la capacité de 30 pays africains à « produire, rapporter et utiliser des données de qualité sur l'éducation et les compétences pour une prise de décision éclairée en matière de politique, de planification, de mise en œuvre de programmes, de suivi et d'évaluation de l'impact ».

Cette initiative devrait permettre d'atteindre les objectifs suivants :

- Créer un appétit de leadership pour exiger des données de qualité sur l'éducation et les compétences. Il en résultera un changement dans l'approche de la prise de décision, qui sera davantage fondée sur des données probantes.
- Renforcer la capacité des ministères de l'éducation des pays africains sélectionnés à utiliser des données de qualité pour réformer leur secteur de l'éducation afin de fournir une éducation et des compétences de qualité aux jeunes.
- Fournir une plateforme pour l'apprentissage par les pairs, l'échange de connaissances et le partage d'expériences entre les pays africains sur la production, la gestion et l'utilisation des données sur l'éducation et les compétences.
- Renforcer l'apprentissage par les pairs au niveau régional afin d'améliorer la coordination et la planification de l'éducation au niveau régional.
- Élaborer une feuille de route pour étendre l'expérience des 30 pays à d'autres pays africains.

Les données et les outils fondés sur les données deviennent essentiels pour une gouvernance efficace, en particulier dans le secteur de l'éducation. Ils jouent un rôle essentiel tout au long du processus d'élaboration des politiques publiques, depuis l'identification des besoins jusqu'à la mise en œuvre et l'évaluation des politiques. En offrant une base solide pour une prise de décision éclairée, ces outils garantissent que les politiques créées répondent efficacement aux défis posés. Leur importance peut être soulignée à plusieurs niveaux.

Dans le cadre du Projet, l'ADEA fait appel à une personne-ressource dans le pays pour l'aider à réaliser une évaluation complète du paysage des données sur l'éducation et les compétences dans le pays.

2. Justification de l'étude cartographique et de l'évaluation des besoins

L'objectif de cette mission est d'approfondir la compréhension de la production et de l'utilisation des données dans le pays, d'identifier les besoins et les priorités pour améliorer la qualité des données sur l'éducation et les compétences, et de promouvoir la prise de décision fondée sur les données. Pour ce faire, il est essentiel d'évaluer de manière exhaustive les processus actuels de production de données, d'identifier les lacunes en matière de capacité et de cartographier les initiatives liées aux données. Il est également essentiel d'évaluer la capacité du ministère de l'éducation à tirer parti de la technologie pour les données relatives à l'éducation et aux compétences. Les résultats de cette étude de cartographie et d'évaluation des besoins serviront de base au développement d'un plan d'action chiffré pour le renforcement des capacités des parties prenantes gouvernementales concernées.

3. Champ d'application

La personne-ressource dans le pays effectuera les tâches suivantes :

- A. Cartographier les initiatives liées aux données sur l'éducation et les compétences (y compris la petite enfance, le pré primaire, le primaire et le secondaire, l'EFTP et l'enseignement supérieur) qui sont en cours et qui ont eu lieu au cours des cinq dernières années, afin d'identifier les enseignements tirés, les défis et les synergies potentielles avec le projet.
 - a. Identifier les initiatives antérieures et actuelles en matière de données sur l'éducation et de développement des compétences, recueillir des informations sur les programmes réussis qui utilisent les données sur l'éducation et les compétences, et documenter les partenariats et les rôles spécifiques des institutions impliquées
- B. Évaluer les données disponibles pour un certain nombre d'indicateurs de l'ODD 4/CESA 16-25 à suivre aux niveaux continental et mondial.
- C. Évaluer la production et l'utilisation des données sur l'éducation et les compétences tout au long du cycle de vie du système d'information sur la gestion de l'éducation en utilisant le cadre d'évaluation des normes et standards du SIGE publié par l'ADEA.
 - a. Identifier les institutions clés (producteurs et utilisateurs) telles que le gouvernement (ministères, agences et établissements d'enseignement), les ONG, les partenaires nationaux, régionaux et internationaux, et les entreprises privées impliquées dans la collecte, l'analyse et le développement des compétences en matière d'éducation.
 - b. Analyser les processus et méthodologies actuels et identifier les lacunes ou les chevauchements dans les pratiques relatives aux données sur l'éducation et les compétences.
 - c. Établir une base de référence complète pour mieux comprendre l'état actuel de la production et de l'utilisation des données sur l'éducation et les compétences, en identifiant les forces, les faiblesses, les opportunités et les domaines à améliorer.
 - d. Identifier les bonnes pratiques telles que l'utilisation de la technologie numérique pour gérer et améliorer la production, la gestion et l'utilisation de données sur l'éducation et les compétences de qualité, ainsi que les collaborations avec des partenaires de développement et/ou des organisations du secteur privé.
- D. Évaluer les besoins et les priorités des pays en matière de production et d'utilisation de données sur l'éducation et les compétences
 - a. Évaluer les compétences, les outils et les ressources des producteurs et des utilisateurs de données, ainsi que leurs pratiques actuelles de gestion des données et leur infrastructure technologique.
 - b. Évaluer les lacunes en matière de capacité d'intégration de la technologie, y compris l'utilisation de l'intelligence artificielle pour la gestion des données dans son ensemble et l'analyse des données en particulier.

- c. Identifier les lacunes et les domaines d'amélioration dans les processus d'harmonisation des données et d'intégration des systèmes au sein des ministères responsables de l'éducation et du développement des compétences et entre eux.
- E. Identifier un ensemble de besoins prioritaires pour le renforcement des capacités sur la base de ce qui précède
- F. Préparer un rapport final comprenant la cartographie des initiatives liées aux données, les conclusions et les recommandations de l'évaluation et les priorités du pays.

4. Méthodologie

La mission est essentiellement qualitative, et la personne-ressource s'acquittera de sa tâche conformément aux politiques et procédures standard de l'ADEA, se conformera aux normes d'évaluation et respectera les garanties éthiques. Tous les efforts doivent être faits pour que le processus soit participatif afin d'assurer l'implication des principales parties prenantes du pays, en particulier le ministère de l'éducation et les autres ministères et institutions gouvernementales concernés, les partenaires, le monde universitaire et les acteurs du secteur privé.

La personne ressource utilisera la méthodologie et les outils convenus (par exemple, le cadre d'évaluation des normes et standards du SIGE de l'ADEA), avec au minimum les éléments suivants, pour la mission :

a. Examen des dossiers :

Un examen et une analyse des documents et rapports pertinents sur le système éducatif du pays, les politiques en matière d'éducation et de compétences, les initiatives liées aux données mises en œuvre par le ministère, les profils des partenaires et leurs initiatives de soutien, entre autres.

b. Consultations des partenaires :

Les personnes ressources mèneront des discussions individuelles ou de groupe avec les principales parties prenantes (producteurs et utilisateurs) des données sur l'éducation et les compétences, y compris les directions clés du ministère de l'éducation, les directions clés d'autres ministères concernés tels que le ministère de la technologie, l'institut national des statistiques, ainsi que des représentants d'un bureau régional ou de district du ministère de l'éducation. Les discussions impliqueront également une école primaire, une école secondaire, un centre d'EFTP et un établissement d'enseignement supérieur, ainsi que les partenaires de développement concernés, les organisations de la société civile (OSC) et les points focaux nationaux du projet.

5. Résultats attendus

Le consultant devra fournir les éléments suivants, soumis au gestionnaire de projet:

1. Un **rappor initial** dans les 3 jours suivant la signature du contrat, qui comprend la méthodologie et le calendrier de la mission.

2. Un **projet de rapport d'évaluation des besoins** pour examen et retour d'information, qui comprend la cartographie des initiatives liées aux données, les conclusions et les recommandations de l'évaluation et les priorités nationales.
3. Un **rappo~~rt~~ final d'évaluation des besoins** est soumis au Secrétariat de l'ADEA.

6. Profil des personnes ressources

- Capacité et expérience avérées dans la réalisation d'études cartographiques et d'évaluation des besoins.
- Vaste expérience de la gestion des données relatives à l'éducation et aux compétences, y compris la production, l'utilisation et l'harmonisation des données.
- Connaissance approfondie du système éducatif du pays sélectionné.
- Capacité avérée à s'engager avec diverses parties prenantes et à naviguer dans des environnements politiques complexes.
- Solides compétences analytiques et de communication pour évaluer, interpréter et présenter efficacement des données et des concepts complexes.
- Titulaire d'un master en éducation, économie, statistiques, études de développement, gestion de projet ou dans une discipline connexe avec une solide expérience de la conduite d'évaluations qualitatives et quantitatives ainsi que de l'élaboration de documents stratégiques.
- La maîtrise de l'anglais ou du français, à l'oral et à l'écrit, ainsi qu'une connaissance pratique de l'autre langue sont essentielles.

7. Durée et calendrier

La mission se déroulera sur une période de 20 jours ouvrables, avec une répartition du temps comme suit :

1. Préparation de la mission (5 jours ouvrables) : Examen de la documentation de base, développement de l'approche méthodologique et des outils.
2. Consultations (10 jours ouvrables) : Consultations avec les principales parties prenantes en matière de données sur l'éducation et les compétences
3. Rapport et présentation (5 jours ouvrables) : Préparation du rapport et débriefing avec le chef de projet et le personnel ministériel.

8. Supervision et rapports

Les personnes ressources travailleront sous la supervision directe du gestionnaire de projet. Des mises à jour régulières seront fournies au gestionnaire de projet et les personnes ressources soumettront tous les produits livrables conformément au calendrier convenu.

9. Dépôt des candidatures

Les candidats doivent soumettre les documents suivants :

- a. copie du CV et une manifestation d'intérêt, y compris une lettre de motivation expliquant comment ils comprennent la mission et l'expérience pertinente ;
- b. Une proposition technique ;
- c. Offre financière. L'offre financière doit comprendre
 - i. les frais journaliers en dollars américain, et
 - ii. une répartition détaillée des tâches pour le nombre de jours de cette mission.

Les candidatures doivent être envoyées à adea-applications@afdb.org au plus tard **le vendredi 25 avril 2025**. L'objet du courriel doit être « <<Nom du pays>> : Personne ressource pour l'étude de l'ADEA sur la cartographie des données et l'évaluation des besoins en matière d'éducation et de compétences » en remplaçant <<Nom du pays>> par Sierra Leone ou Zimbabwe.

En raison du nombre élevé de candidatures, seuls les candidats sélectionnés seront contactés par le biais d'une correspondance électronique formelle. Ne contactez pas l'ADEA ou son personnel au sujet de l'état de votre candidature.